



2008/ED/EFA/MRT/PI/8/REV.

Profil de pays établi pour le  
*Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2008*  
*L'éducation pour tous en 2015*  
*Un objectif accessible ?*

# Sénégal

## Education non formelle

Fary Silateka Ared  
2007

*Le présent document a été écrit à la demande de l'équipe responsable du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous comme document de référence pour l'aider à préparer l'édition 2008 du Rapport. Il n'a pas été corrigé par l'équipe. Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne doivent pas être attribués au Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous ou à l'UNESCO. Le présent document peut être cité accompagné de la mention suivante : « Document de référence préparé pour le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2008 – L'éducation pour tous en 2015. Un objectif accessible ? ». Pour plus d'informations, s'adresser à : [efareport@unesco.org](mailto:efareport@unesco.org)*

**EDUCATION NON FORMELLE (ENF)**  
**DE BASE AU SENEGAL**  
(Tranches des 15-25 ans et des 25 ans et plus)

**Dr Fary Silate KA**  
Laboratoire de linguistique  
IFAN – Ch. A. Diop  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

***Conseiller Technique- LNF***  
Cabinet Ministre délégué chargé de l'Alphabétisation,  
des Langues Nationales et de la francophonie

## 0. INTRODUCTION

Pour l'élaboration de cet article, j'ai adopté la procédure suivante :

- prise de connaissance des directives (*guidelines*)
- revue documentaire
- consultation / compilation de documents officiels et techniques :
  - que j'avais dans mes archives (documents papier, fichiers informatiques)
  - disponibles ailleurs (Ministères, Directions techniques, etc.)
- discussions avec des experts et différentes structures (ARED, USE, DALN, Ministère de l'Education, etc.)
- recours à mon expérience personnelle<sup>1</sup>.

Dans cet article, j'ai voulu être le plus exhaustif et le plus pertinent possible, par rapport à la réalité sénégalaise et des dernières données fraîche sur cette problématique de l'alphabétisation.

Toute l'analyse met en exergue, selon les programmes, tous les éléments liés aux grands axes que sont : 1) **l'offre d'alphabétisation**, 2) **l'accès & participation**, 3) **l'enseignement et apprentissage**, 4) **les résultats**. La présentation peut ne pas être linéaire, ni complète d'un programme à l'autre, mais l'ensemble des données disponibles sont exposées. Il fut dire que le temps ne permet pas de tout faire, ici, de façon pointue : la collecte des données, pour des raisons de fiabilité, nécessite parfois le contact de terrain. Nous avons pu le faire, un peu, ces derniers jours (dans le département de Linguère, région de Louga, en ce qui concerne la demande en alphabétisation et les attentes mais pas les données statistiques).

Nous avons par ailleurs interviewé des agents de la DALN, de certaines ONG et des services du Ministère de l'Education. C'est l'ensemble de ces éléments qui sont sommairement présentés dans les deux parties ci-dessous de ce document.

---

<sup>1</sup> Expérience de 30 ans de : linguiste chercheur enseignant, formateur et évaluateur en alphabétisation, Point focal national LIFE au Sénégal, etc.

**PREMIERE PARTIE**  
**LE CONTEXTE NATIONAL**

## 1.1. DONNEES ADMINISTRATIVES ET DEMOGRAPHIQUES

Le Sénégal couvre 196.722 km<sup>2</sup>. Le pays compte 11 régions, 35 départements et 320 Communautés Rurales.

Au plan démographique, le Sénégal compte actuellement, selon les estimations, environ 11 millions d'habitants (10.425.200 en août 2002)<sup>2</sup>. Cette population se répartit en 5.002.485 hommes (48 %) et 5.422.724 femmes (52%). Elle est essentiellement rurale (58,5%), soit un taux d'urbanisation de 41,5%. Plus de la moitié des citadins (54,0%) vivent dans l'agglomération urbaine de Dakar.

La population est très jeune : l'âge moyen est de 21,8 ans pour les hommes et 22,6 ans pour les femmes. Plus de la moitié de cette population (55,6%) a moins de 20 ans et près de 6% ont 60 ans ou plus.

Dans cette population estimée à 10.425.200 d'habitants (en 2002), arrondie à 11.000.000 (en 2007) :

- la tranche d'âge des 15-24 ans représente une moyenne de 22,96%, soit 2.525.820 personnes tous sexes confondus ;
- la tranche d'âge des 25-54 ans représente une moyenne de 28,65%, soit 3.151.500 personnes tous sexes confondus<sup>3</sup>.

Ce qui donnerait, approximativement, pour la population totale des 15-54 ans, un nombre de 5.677.320, soit 51,61% des 11 millions de Sénégalais.

## 1.2. LE CONTEXTE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

Au Sénégal, l'alphabétisation est au cœur de l'Education Non Formelle et constitue, en tant que telle, un facteur déterminant pour l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT).

Sa nécessité et son principe son d'abord reconnus par la Constitution sénégalaise qui, à son Titre II, article 22, alinéa 4, dispose que « *Toutes les institutions nationales, publiques ou privées, ont le devoir **d'alphabétiser** leurs membres et de participer à l'effort national d'alphabétisation dans l'une des langues nationales.* »

La politique sénégalaise en matière d'ENF s'inspire aussi de l'actualité et de la pertinence des objectifs et des recommandations des grandes instances mondiales telles que :

- la Conférence Mondiale de Jomtien de 1990 sur l'Education de Base pour Tous (notamment en ses objectifs 4 et 5) ;
- les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM)
- le Cadre d'Action de Dakar 2000 dans ses objectifs 3, 4, 5 et 6
- L'Initiative Spéciale des Nations Unies pour l'Afrique
- La décennie de l'Alphabétisation (2003-2012) initiée par l'UNESCO.

Ce faisant, il a été mis en place un dispositif stratégique et organisationnel d'éradication de l'analphabétisme à travers une politique générale et des plans d'actions qui viennent s'ajouter et/ou appuyer **les efforts des organisations** de la société civile, des ONG, des communautés et des collectivités locales.

---

<sup>2</sup> Source : DSRP – ESAM II Sénégal, Rapport de juillet 2004.

<sup>3</sup> Source : Mes propres calculs à partir du tableau 2.02 du rapport DSRP-ESAM II Sénégal 2004.

En tant que formule d'éducation alternative à l'intention des adultes n'ayant pas été l'école formelle, l'alphabétisation a été prise en charge au Sénégal depuis les années 1950, bien avant l'indépendance du pays<sup>4</sup>. Ensuite, elle se mène de façon informelle et dispersée, selon les besoins des populations et l'offre de structures autonomes (ONG, associations, projets de développement, sociétés d'intervention, etc.). Ce n'est qu'à partir des années 1990, avec la création d'un Cabinet Ministériel<sup>5</sup> spécialisé en la matière, que le sous-secteur de l'alphabétisation a commencé à se structurer au plan des institutions publiques, avec comme points de repères principaux de démarrage les colloques de Kolda, en 1993, et de Saint-Louis en 1995.

Cette structuration a débouché sur l'élaboration d'une première Lettre de Politique Générale et d'un Plan d'Action (1995-2002) qui a fait enregistrer des résultats appréciables.

Le Forum de Dakar de 2000 pour l'Education Pour Tous (EPT), le Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF), le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et la Décennie des Nations Unies Pour l'Alphabétisation (DNUA 2003-2012) ont contribué à une nouvelle redéfinition de notre option en matière d'alphabétisation. Celle-ci, prise en charge dans un second Document de Politique Générale (2003-2012), est désormais conçue comme une véritable **éducation de base**<sup>6</sup>.

Au Sénégal, l'alphabétisation, en tant que volet central de l'Education Non Formelle, concerne, dans son principe, l'éducation des adultes âgés de 15 à 55 ans. Elle se distingue ainsi de l'éducation de base non formelle en tant que telle, qui concerne les jeunes âgés de 9 à 14 ans, laquelle est prise en charge dans les modèles alternatifs d'éducation, en particulier les Ecoles Communautaires de Base (ECB) et les *daaras*<sup>7</sup>.

### 1.3. LE CADRE GENERAL DE REFERENCE

Dans les faits, la politique sénégalaise d'ENF s'appuie surtout sur les documents de référence que sont :

- la Lettre de Politique Générale de 1995
- le premier Plan d'Action (1995-2002)
- le cadre du Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF)<sup>8</sup>
- le cadre du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation (DNUA 2003-2012)
- le nouveau Document de Politique Général (2003-2012), et
- le deuxième Plan d'Action (2007-2012).

**Remarque :** le nouveau programme stratégique décennal LIFE<sup>9</sup> de l'Unesco vient compléter, au plan programmatique, ce dispositif actuellement en cours.

Toujours selon les estimations, quelques 3,6 millions (soit 50 % environ, de la tranche 15 – 55 ans) ont encore des besoins d'alphabétisation. Et si l'on estime à 30.000 FCFA le coût moyen

---

<sup>4</sup> Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (DALN).

<sup>5</sup> Décret n° 95-315 du 16 mars 1995 créant le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale chargé de l'Education de Base et des Langues Nationales.

<sup>6</sup> Source : DALN

<sup>7</sup> Centres d'apprentissage coranique et religieux.

<sup>8</sup> Qui est actuellement dans sa phase II, pouvant aller jusqu'au-delà de 2015.

<sup>9</sup> *Literacy Initiative For Empowerment*.

d'un alphabétisé, il ne faudrait pas moins de 100 milliards de francs CFA pour couvrir ces besoins en alphabétisation<sup>10</sup>.

Ainsi, chaque segment de la nation est aujourd'hui concerné : État, Société Civile, Secteur Privé, ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers.

Enfin, malgré sa structuration institutionnelle, le sous-secteur reste encore marqué par des lourdeurs telles :

- le manque de **maîtrise de données** fiables sur l'alphabétisation (nombre exact de classes ou centres d'alphabétisation, statistiques sur les enrôlements au niveau national général, taux de réussite, d'abandons, etc.)
- le manque de **coordination entre les actions** d'alphabétisation (les pôles d'initiatives sont divers et variés) ;
- l'absence d'**harmonisation entre les coûts**—auditeurs : d'un programme à un autre, le coût auditeur peut passer du simple au quinzième : 6.000F (PAIS), contre 90.000F (PADEN -GTZ), par exemple.

#### 1.4. ELEMENTS GENERAUX DE CONTENU DES PROGRAMMES D'ALPHABETISATION

Au Sénégal, tous les programmes d'alphabétisation, tels que ceux listé ci-dessus, développent principalement des thèmes qui traitent de la santé.

Et la grande majorité de ces thèmes sont développés en langues nationales dans des ouvrages qui sont inscrits dans le *répertoire des manuels d'éducation de base non formelle de la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales*.

Aussi, permettent-ils de doter chaque année quelque **150.000 apprenants** dont plus de **75% de femmes** d'informations et de compétences relatives au VIH/SIDA, à la santé de la reproduction, à la vaccination, au programme élargi de vaccination (PEV), à la réhydratation par voie orale (RVO), à la protection maternelle et infantile (PMI), aux grossesses et accouchements, à l'allaitement maternel, à l'hygiène domestique.

Outre la santé, les programmes impliquent : la nutrition, la recherche-action (formation à la MARP), les activités génératrices de revenus (teinture, coupe-couture, auxiliaires vétérinaires, micro-crédit et gestion, transformation et conservation de produits tels que le lait, les tomates, gestion des forages ou des moulins à mil des groupements féminins, maraîchage, etc.), la mise en place et la gestion d'organisations communautaires, la citoyenneté et la démocratie, la prévention et la gestion des conflits, et d'autres formations qualifiante.

**NB** : Actuellement, le temps ne permet pas de rapporter l'analyse de toutes ces activités à chacun des programmes d'éducation non formelle, mais il est possible et même souhaitable de poursuivre la recherche dans ce sens. Car il y a des rapports d'études, des rapports d'évaluation, tous disponibles – mais qu'on mettrait beaucoup de temps à exploiter, sans compter l'observation directe de terrain avec les acteurs concernés.

#### 1.5. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'EDUCATION NON FORMELLE

Cependant, en tenant compte de l'acquis et de ce que le temps a permis de compiler et d'observer, on peut dégager les grandes lignes saillantes de l'éducation non formelle aujourd'hui.

De façon synoptique, on peut la caractériser au Sénégal selon les points d'ancrage ci-dessous indiqués.

---

<sup>10</sup> Source : Fary S. KA & al. *Rapport délégation réunion sous-régionale LIFE, Niamey mars 2006.*

### 1.5.1. L'encadrement pédagogique

Il faut noter, pour le regretter, **qu'il n'y a pas un cadre national de formation** de formateurs/éducateurs en Education Non Formelle qui aurait en charge tout le processus, de la formation initiale au recrutement et qui assurerait des mécanismes de recyclage/perfectionnement, d'appui et de supervision.

**Chaque programme** ou structure *forme ou fait former* ses alphabétiseurs et superviseurs, définit son propre programme et ses outils de **suivi-évaluation** selon les objectifs qu'il s'est fixés.

### 1.5.2. Les coûts de l'alphabétisation

Le coût auditeur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes est fort variable d'un programme à un autre, d'une structure à l'autre. On peut le voir, à titre comparatif, à partir des éléments suivants :

- Un vacataire ou volontaire de l'éducation (VE) commence à 80.000 FCA<sup>11</sup> ; un maître contractuel (MC) a entre 100 et 120.000 FCFA ; un instituteur adjoint (IA) gagne plus ou moins 150.000 FCFA et un instituteur, plus de 175.000 FCFA.
- le coût auditeur du projet d'alphabétisation PAIS-Etat est de 6000 FCFA (**12 \$ US**)
- Un alphabétiseur du PIP commence à 50.000 FCFA, pouvant évoluer jusqu'au niveau de superviseur-animateur avec 200.000 FCA (**400 \$ US**), ou encore responsable de zone avec 220 à 225.000 (**440 à 450 \$ US**) FCFA
- Le coût auditeur au PADEN (GTZ) était estimé à 90.000 (**180 \$ US**) FCFA en 2004, date de clôture du projet.

On voit ainsi que les coûts ne sont pas harmonisés d'un programme à l'autre.

### 1.5.3. Le suivi-évaluation

**Chaque programme** a ses propres systèmes et mécanismes de suivi et d'évaluation internes et externes (voir étude de cas des programme en partie II).

### 1.5.4. La demande

Elle demeure très forte, sur tout le territoire national. Nous avons effectué, dans le cadre de la capitalisation de l'expérience de l'USE/PIP en matière d'alphabétisation, une double mission de terrain qui nous a conduit dans les régions de Louga, Saint-Louis et Matam<sup>12</sup> et Kolda, du mois de mai au mois de novembre 2006 : le constat est que les populations sont avides de programmes d'alphabétisation, mais intégrées à des activités génératrices de revenus ou de formation qualifiante. La récente mission d'étude des besoins prioritaires en matière d'alphabétisation, dans le cadre du programme LIFE-Sénégal, dans ses conclusions provisoires fait aussi état d'une forte demande de la part des populations des zones visitées. Ainsi, par exemple, la SEIB, font état de besoin d'alphabétisation qualifiante pour ses agents, même en français.

### 1.5.5. Les langues de l'alphabétisation

Quasiment, toute l'alphabétisation de base se fait exclusivement en langues nationales, et principalement en *pulaar, wolof, seereer, mandinka, sooninke et jóola*. Seules les ECB et les classes expérimentales du formelle en langues nationales intègre le français à partir de la 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année.

---

<sup>11</sup> Source : Ministère de l'Education, 2006.

<sup>12</sup> Cf. Rapport d'étude déposé à l'USE le 7 janvier 2007.

### 1.5.6. Les obstacles à l'accès et à la participation

Les obstacles les plus saillants, par rapport à l'accès et la participation tournent autour de :

- pour les jeunes filles de 15 ans et plus : mariage, surtout en milieu rural et pastoral (question de tradition et de culture) ;
- les femmes de façon générale : problèmes de disponibilités (corvée d'eau et de travaux ménagers en milieu rural) ;
- les hommes (15 et plus) : transhumance en milieu pastoral, mouvement d'exode rurale ou saisonnière en zone agricole ;
- retour à l'analphabétisme pour défaut de finalisation et de consolidation des cours : cycle de quelques 6 mois, avec un volume horaire insuffisant et abandon des apprenants par les opérateurs au bout de ces six mois. Menace permanente de retour ou retour effectif à l'analphabétisme.

Il faut dire, cependant, qu'hormis ces quelques contraintes, tous les programmes se déroulent dans un contexte parfaitement sécurisé et maîtrisé. Seuls les moyens de poursuite des apprentissages pour aboutir à une autonomisation réelle font souvent défaut.

### 1.5.7. L'enseignement/apprentissage

- Les différents programmes déroulent des activités telles qu'indiquées sommairement ci-dessus, à titre d'exemples.
- Les emplois de temps et la durée des programmes sont variables : PIP **320 heures** étalées en **10 mois** par cycle d'un an pour trois cycles (cf. PIP). On essaie de s'adapter autant que faire se peut au calendrier de vie des apprenants. Mais beaucoup reste à faire.
- La taille des classes tourne autour de **30 à 50 auditeurs**, dans tous les programmes.
- Un alphabétiseur peut tenir une classe, et exceptionnellement, dans certains villages isolés, deux classes (en général les redoublants et ceux qui passent en classe supérieure à partir d'une même classe initiale : par exemple, cas du village de Meldiame, près de Ndioum, dans le département de Podor, programme PIP/PSAD).
- L'alphabétisation se fait partout en **langues nationales sénégalaises**, surtout aujourd'hui en *pulaar, wolof, seereer, mandinka, sooninke et jóola*.
- Les **alphabétiseurs** : ce ne sont **jamais des enseignants du formel**. Personne d'eux n'est fonctionnaire de l'Etat, même ceux qui alphabétisent dans le cadre du PAIS, le seul programme d'Etat à proprement parler. Ils sont généralement des gens formés par les associations culturelles, par les programmes eux-mêmes, etc. La plupart d'entre eux (ou elles) ont déjà, peu ou prou, un background à l'école formelle comme apprenants : ce sont donc en général des déscolarisés. D'autres sont des produits de la formation interne de leurs propres structures (cas du PIP). Ils ne sont pas formés dans une institution nationale. Parfois d'ailleurs, c'est le village, la communauté ou la zone qui fait appel au service d'une structure de formation des formateurs (telles que ARED ou CERFLA, etc.) pour leur former des formateurs qui, ensuite, se chargent de faire la **démultiplication** de l'alphabétisation. Ils sont aussi, la plupart du temps, des **membres de la communauté** : c'est le cas, dans tous les programmes du PIP, comme les relais villageois des régions de Saint-Louis (département de Podor) et de Matam qui sont mêmes regroupés au sein d'une structure appelée Union des Alphabétiseurs Volontaires du Département de Podor (UAVDP).

### **1.5.8. Les résultats**

Tous les résultats sont indiqués selon les programmes référencés.

### **1.5.9. Autres politiques et stratégies**

Comme stratégies nouvelles, on peut signaler :

- le Programme LIFE (avec SIM-ENF, LAMP, etc.)
- la mise en place de l'Unité de Suivi du Programme ACIDI (USPA) qui va terminer le programme d'alphabétisation financé par l'ACIDI et l'Etat du Sénégal (à hauteur de 2000.000 \$ canadiens plus 30.000.000 CFA) pour l'enrôlement de 40.000 nouveaux auditeurs pour l'année 2007.
- la prochaine mise en place du nouveau Centre National de Ressources Educationnelles (CNRE), bras technique au service de la politique nationale d'alphabétisation.

**DEUXIEME PARTIE :  
LES PROGRAMMES D'ALPHABETISATION**

L'alphabétisation, au Sénégal, se mène selon **deux secteurs**, complémentaires dans l'action et les résultats, mais institutionnellement et structurellement distincts :

- **le secteur d'Etat**, à travers ses démembrements et institutions (ministère chargé du sous-secteur, autres départements ministères liés au développement rural, programmes de tutelle mis en œuvre ou directement rattachés à ces ministères, etc.) et
- **le secteur de la société civile** (projets d'appui au développement, sociétés d'intervention, associations, ONG, daaras, structures confessionnelles, etc.).

Chacun de ces deux secteurs opère en alphabétisation dans le cadre de l'Education Non Formelle, et les résultats cumulés (statistiques d'enrôlement, édition de livres, résultats globaux) sont comptabilisés ensemble pour le compte de l'ENF dans le pays. Ces statistiques compilées sont établies par la direction du ministère de tutelle chargée de l'alphabétisation et des langues nationales : la DAEB puis la DALN<sup>13</sup>.

Dans cet ordre d'idée, le résumé des résultats globaux de l'alphabétisation se présente comme suit.

A la faveur de la stratégie du *faire-faire*, du dynamisme du partenariat et de la diversité des projets et/ou programmes, le sous-secteur de l'éducation non formelle a engrangé de nombreux acquis que l'on peut résumer comme suit:

- **enrôlement/accès** : un total général de **803.219** apprenants ont pu accéder aux classes d'alphabétisations, de **2001 à 2005**, dans les différents programmes d'alphabétisation et d'éducation de base non formelle, correspondant ainsi à un rythme annuel moyen de **160.644** apprenants, ce qui dépasse largement les prévisions annuelles de 120.000 apprenants par an retenues dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase du PDEF. A ce rythme, la réduction du taux d'analphabétisme, selon les estimations de la DALN, gravite autour de **2 % par an**. Ainsi, le taux national d'analphabétisme au Sénégal, estimé à **46,4 % en 2000 / 2001**, pourrait se situer, **en 2005, à 38,4 %**, soit inversement un taux d'alphabétisation d'environ **61,6 %** aujourd'hui.
- **enregistrement** : un taux de participation record des femmes aux programmes d'alphabétisation (près de **84 %**). Ce qui s'inscrit harmonieusement dans la **politique de gestion de l'équité** en faveur des couches défavorisées, en l'occurrence les femmes dont le taux d'analphabétisme était estimé à **52,6 %** en 2001 contre **39,6 %** pour les hommes ;
- **recrutement** : un recrutement annuel de **5.455** facilitateurs, **546** superviseurs et de **546** coordonnateurs de programme d'alphabétisation et d'éducation de base.

A l'analyse, la situation des principaux programmes se résume comme suit.

## **2.1. LES PROGRAMMES DU SECTEUR D'ETAT**

Les programmes sous tutelle, généralement initiés et mis en œuvre dans le cadre du Ministère chargé de l'alphabétisation, ont des données statistiques plus accessibles. Le résumé de leur situation actuelle se présente comme suit.

Les principaux fournisseurs de l'offre d'alphabétisation sont les structures et organismes que nous allons lister ci-dessous et qui se répartissent en deux grands groupes :

---

<sup>13</sup> DAEB : Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (de 1991 - décret n° 91-430 du 8 avril 1991, à 2004) ; DALN : Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (cumulant les missions de la DAEB et de l'ancienne Direction de la Promotion des Langues Nationales, DPLN).

- les programmes sous tutelle du Ministère : PAIS-Etat PAPA, PAPF, Alpha Femmes, PADEN, dont voici les résultats globaux en termes de statistiques d'enrôlement pour les dernières années : 2004-2005

**Tableau synoptique des résultats de 2004 à 2005**

Programme	2004 / 2005				Total Global			
	H	F	T	%	H	F	Total	%
Projet 1000cl/PAIS	3523	26477	<b>30000</b>	82,7	<b>113657</b>	<b>334174</b>	447831	<b>74,62</b>
PAPF			<b>0</b>		<b>37440</b>	<b>355695</b>	393135	<b>90,48</b>
PAPA	5103	34431	<b>39534</b>	82,6	<b>58270</b>	<b>327007</b>	385277	<b>84,88</b>
PADEN					<b>10891</b>	<b>2844</b>	13735	<b>20,71</b>
ALPHA FEMME					<b>1286</b>	<b>11007</b>	12293	<b>89,54</b>
<b>AUTRES PROGRAMMES</b>	<b>20540</b>	<b>47926</b>	<b>68466</b>	<b>70,0</b>	<b>207794</b>	<b>505596</b>	713390	<b>70,87</b>
<b>Ensemble</b>	<b>29166</b>	<b>108834</b>	<b>138000</b>	<b>78,4</b>	<b>429338</b>	<b>1536323</b>	<b>1 965 661</b>	<b>78,16</b>

Source : DALN

- Les programmes autonomes (regroupés, dans le tableau ci-dessus, dans la rubrique « Autres programmes » et qui comprennent :
  1. les programmes des ONG et autres associations et OSC<sup>14</sup>. Ces structures sont organisées au sein d'associations faîtières telles que : CONGAD (regroupant plus de 100 ONG dont la plupart font de l'alphabétisation), la CNOAS (qui compte, à ce jour 232 organisations d'opérateurs en alphabétisation), le CNEAP qui vient de se constituer depuis 2 ans et qui regroupe beaucoup d'organisation, dont un volet alphabétisation de Enda-Graf, etc. ;
  2. les programmes des sociétés d'intervention telles que le PAPEL (autonome mais lié au Ministère de l'Élevage) ou encore la SODEFITEX (privée), comme indiqué ci-dessus.

Tous ces programmes poursuivent généralement des objectifs similaires et connaissent des réussites et des sorts variés. **On ne saurait, dans le cadre de cette étude, passer en revue toutes les réalisations de toutes ces structures.** Mais, nous pouvons analyser le cas de quelques programmes parmi les plus représentatifs.

### 2.1.1. Le Programme d'Alphabétisation Intensive du Sénégal (PAIS)<sup>15</sup>

C'est le seul programme entièrement financé par l'Etat sénégalais et complètement décentralisé : il est directement mis en œuvre et géré par les collectivités locales – en l'occurrence les Conseils Régionaux.

C'est un programme de **10** mois livré en deux phases de **5** mois chacune. Le crédit horaire global minimal est de **300** heures. Il permet aux apprenants de se doter de compétences instrumentales suffisamment opérationnelles. Le coût-auditeur, ici, est le plus bas du Sénégal : **6000 FCF** (12 \$ US).

<sup>14</sup> OSC : organisation de la société civile ;

CONCAD : Conseil des ONG d'appui au développement

CNOAS : Coordination Nationale des Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal (déconcentrée en sous-structures au niveau régional (CROAS) et départementale (CDOAS))

CNEAP : Conseil National de l'Éducation Alternative et Populaire.

<sup>15</sup> Source : Babacar Diouf, *Etat des lieux de l'ENF*, rapport de revue documentaire, janvier 2007.

Nous ne disposons pas de rapport global sur ces programmes, les rapports étant domiciliés au niveau des régions. Mais le résultat cumulé des enrôlement est, en 2005, de **44.7831** auditeurs, tous sexes confondus.

Les principaux problèmes identifiés à ce niveau gravitent autour du **manque de suivi** des programmes, le **retard de paiement** des acteurs de terrain et la **faiblesse des effectifs** en cours d'année ainsi que **l'irrégularité dans la fréquentation** des bénéficiaires.

Entre autres avantages, il est noté la proximité dans la gestion des programmes et la création d'emploi au plan local.

### **2.1.2. Le Projet d'Alphabétisation fonctionnelle Priorité Femmes (PAPF)<sup>16</sup>.**

Avec l'appui de la Banque Mondiale ce programme, venu à terme fin 2003 a, de 1995 à 2003, enrôlé **157.859** auditeurs dont **141.085** femmes dans **6 régions du Sénégal**. Il compte à son actif **diverses réalisations** et productions dont : **187.300** exemplaires d'ouvrages en langues nationales édités, **2.300** exemplaires de dictionnaires bilingues wolof-français, **05** journaux publiés en langues nationales, des modules sur la santé reproductive, etc.

### **2.1.3. Le Programme Intégré d'Education des Adultes (PIEA)<sup>17</sup>**

Il prend en charge **l'alphabétisation et la post-alphabétisation** dans un sous-projet unique du PAPF. Le principe majeur de ce programme consiste à mettre l'accent sur la fonctionnalité des approches, en vue de faciliter **l'amélioration des revenus des bénéficiaires** dans leurs activités économiques habituelles. Cette approche contribue à lever les contraintes liées à l'articulation entre **l'alphabétisation**, la **lutte contre la pauvreté** et toutes les actions y afférentes.

D'une durée de **18 mois**, il cible des apprenants âgés de **15 à 49 ans**, des relais et des leaders d'opinion.

Le caractère intégré du programme se justifie par le recours simultané aux principaux leviers suivants:

- le développement des ressources humaines ;
- le développement d'un environnement lettré ;
- le renforcement des capacités organisationnelles du groupement bénéficiaire ;
- la formation technique articulée aux activités génératrices de revenus ciblées par les bénéficiaires
- la connexion aux réseaux administratif, technique et financier, en vue d'une autonomisation des bénéficiaires et d'une pérennisation des actions de formation.

La lecture de certains rapports et les entretiens avec des opérateurs, des bénéficiaires et des responsables locaux impliqués révèlent :

- sur le plan théorique, que le montage de cette expérience est inédit et très riche ;
- qu'il a été très bien suivi et des formations ont été déroulées à cet effet.

Mais, le fonctionnement des classes n'a pas toujours été à la hauteur de l'investissement<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> Source : projet PAPF. Projet arrivé à terme depuis 2003 et continué, à ce jour, par une Cellule de suivi et d'évaluation des actions.

<sup>17</sup> Source : DALN

#### **2.1.4. Le Programme d'Alphabétisation des Elus et Notables (PADEN)<sup>19</sup>**

Appuyé par la GTZ (coopération allemande), il ciblait **les élus et notables locaux**. Il avait pour objectif principal de contribuer au renforcement de leurs capacités de gestion de leurs collectivités. Il visait ainsi à accompagner le processus de la décentralisation par le renforcement des capacités des élus et notables locaux.

Les cours sont dispensés sous forme de séminaires mensuels durant une période de **10 mois** pour un crédit horaire de **300 heures**.

Cette approche cherchant à renforcer les compétences des élus locaux a été jugé magnifique dans le principe et dans le déroulement, mais en terme d'effet et d'impact, il semble se heurter à une mortalité statistique redoutable : la formation ciblait les élus et les notables qui après une élection ne sont plus aux commandes et ceux qui sont venus aux commandes n'ont suivi par contre aucune formation.

Autrement dit, les non initiés devraient désormais gérer et administrer ceux qui sont déjà formés et ont pratiqué. Ce paradoxe n'a pas manqué de créer des problèmes dans beaucoup de communautés rurales interprétées comme étant des problèmes d'adversité politique.

A sa clôture, en 2004, le PADEN a formé un total cumulé de **13.735 élus** et notables locaux. Son coût-auditeur reste le plus élevé jamais pratiqué au Sénégal : **90.000 FCFA** ( 180 \$ US).

#### **2.1.5. Le Programme de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP)**

Il repose sur le principe de mesures d'accompagnement plus présentes, qui se traduisent par la mise en place d'équipements sociaux de base et le financement de **micro- projets générateurs de revenus**.

Il comprend trois composantes : la composante « **Infrastructures** », la composante « **Micro – finance** » et la composante « **Renforcement des capacités** ».

La composante « Renforcement des capacités » des bénéficiaires du PLCP vise à :

- élever le niveau éducatif des bénéficiaires ;
- renforcer les compétences techniques des bénéficiaires ;
- et renforcer les capacités d'autopromotion des bénéficiaires.

Le PLCP préconise la mise en place d'un dispositif de pérennisation qui repose essentiellement sur trois (3) leviers : le relais, le comité de gestion et la bibliothèque locale.

Comme du reste les programmes ci-dessus cités, le problème permanent demeure l'identification des cibles authentiques. Un fort pourcentage des auditeurs a fréquenté plusieurs programmes d'alphabétisation.

**Remarque :** Les données statistiques fiables, au niveau du PLCP, restent encore à trouver.

#### **2.1.6. Le projet Alpha Femmes**

Présentement, un programme nommé **Education de Base des Femmes (EBF)** ou projet **Alpha Femmes**, est lancé dans les régions de Fatick, Kaolack et Ziguinchor.

C'est un programme d'alphabétisation fonctionnelle étalé sur **trois (03) années** et spécifiquement réservé à la **cible féminine**. Il met l'accent sur l'acquisition de compétences

---

<sup>18</sup> Source : Babacar Diouf, *Etat des lieux de l'ENF*, rapport de revue documentaire, janvier 2007.

<sup>19</sup> Source DALN. Ce projet aussi est arrivé à terme depuis 2004. Mais il a enregistré des résultats appréciables en termes de renforcement des capacités des notables et des élus locaux dans le cadre de la Décentralisation, pour la gestion de certaines compétences qui leur sont transférées.

en matière de *gestion financière, de santé, de droits des femmes, d'environnement et de civisme*.

Il s'articule autour de deux sous programmes :

- la **lutte contre la pauvreté** en milieu rural dans le Bassin Arachidier (**PBA**) ;
- l'appui au développement socio-économique pour la **paix** en Casamance (**ProCas**).

Le programme EBF a permis de réaliser plusieurs activités dont, entre autres:

- l'appui aux collectivités locales pour une gestion active de l'éducation non formelle;
- l'appui à l'organisation de formations thématiques en fonction des besoins exprimés par les populations à la base ;
- le renforcement des capacités techniques des structures et acteurs intermédiaires ;
- l'éducation à la citoyenneté et à la paix.

Le **ProCas** vise l'implication des populations dans l'éradication « *des conflits et ... la stabilisation de la situation économique et sociale* ».

Il comporte quatre (4) volets :

- appui aux initiatives de paix,
- renforcement de l'auto-organisation,
- utilisation plus large des services et infrastructures de base, et
- renforcement de l'efficacité de prestataires de services privés et publics.

**Remarque :** Il apparaît ainsi, qu'il existe aujourd'hui dans les programmes d'alphabétisation, non seulement des modules qui véhiculent des compétences relatives à la *santé*, à la *citoyenneté*, à la *démocratie* et à la *paix*, mais mieux, il en existe qui sont résolument centrés sur la promotion des *droits de l'homme*, le *renforcement de capacités des collectivités* en matière de planification et de gestion de programmes d'alphabétisation et de formations thématiques. C'est le cas du **ProCas**.

### **2.1.7. Le Projet d'Appui au Plan d'Action (PAPA)<sup>20</sup> :**

Fruit de la coopération sénégaléo-canadienne (financement principal ACDI<sup>21</sup>, plus participation de l'Etat du Sénégal) en ses deux phases successives (1996-2001 et 2002-2006) a réalisé selon son slogan *éduquer plus, éduquer mieux, éduquer à moindre coût* des résultats satisfaisants dans les régions prioritaires de Saint-Louis, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor, Kaolack et Matam. A son actif, les **résultats** suivants :

- en principe, le programme ouvre quelque 2000 classes d'alphabétisation par an ;
- en alphabétisation fonctionnelle : **144.945** auditeurs enrôlés entre 2003 et 2005 avec une participation féminine de **90,68%** contre **75%** prévu.
- en post-alphabétisation, le PAPA a largement contribué à la création et à l'enrichissement d'un environnement lettré par l'édition d'ouvrages, d'outils didactiques et de documents du patrimoine national, par la parution plus ou moins régulière de journaux écrits en langues nationales.

---

<sup>20</sup> Source : projet PAPA

<sup>21</sup> Agence Canadienne pour le Développement International.

**Remarque :** Le projet PAPA est arrivé à terme le 31 décembre 2006. Il devait être remplacé incessamment, courant janvier 2007, par la mise en place du Centre National des Ressources Educationnelles (CNRE) ayant un statut d'Agence d'Exécution Technique et Financière (AETF) qui sera chargé désormais de gérer le financement de l'alphabétisation au Sénégal, à travers la stratégie du *faire faire* et de la contractualisation avec les opérateurs en Education Non Formelle.

Le programme d'alphabétisation du PAPA s'appuie principalement sur trois leviers:

- *le développement des ressources humaines*
- *le développement d'un environnement lettré*
- *le renforcement des capacités organisationnelles des membres des organisations bénéficiaires.*

*Il existe sous deux types: un programme de 6 mois livré de façon continue et un programme discontinu de 10 mois livré en deux phases de 5 mois chacune.*

Le programme couvre les 11 régions du pays réparties en :

- **zone d'intervention prioritaire:** concentration des programmes d'alphabétisation des jeunes de 15-25 ans et des adultes de plus de 25 ans ; et de la post-alphabétisation avec la presse et l'édition en langues nationales. Cette zone couvre les six (06) régions suivantes : Kaolack, Matam, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor ;
- **zone d'intervention secondaire :** concentration des écoles communautaires de base (ECB des jeunes adolescents de 9-14 (qui n'entrent pas dans cette étude), dans le reste des régions qui sont les suivantes : Dakar, Diourbel, Fatick, Kolda et Louga.

### **Objectifs du projet :**

Contribuer à la réduction de l'analphabétisme par:

- l'alphabétisation fonctionnelle de 200 000 adultes
- l'établissement graduel d'un environnement lettré par la mise en place d'une presse écrite régionale et l'édition d'ouvrages en langues nationales.

Il s'agit donc de contribuer à la réduction du taux d'analphabétisme dans les régions les plus défavorisées du pays avec une emphase sur les jeunes et les femmes dans une perspective d'appui à la lutte contre la pauvreté. Ceci, dans le but de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, plus particulièrement celle des adultes et celle des jeunes de 9-14 ans exclus du système formel d'éducation (d'où les ECB).

### **Groupes cibles, partenaires d'exécution et bénéficiaires du PAPA**

*Groupes cibles :*

- adultes(15 à 55 ans et plus ) avec une priorité de 75 % chez les femmes
- adolescents ( 9 à 14 ans ) avec une priorité de 65 % chez les filles

*Principaux bénéficiaires :*

- communautés à la base,

*Partenaires d'exécution :*

- opérateurs en alphabétisation,

- collectivités locales dépositaires de compétences transférées en alphabétisation.

### **Mécanismes de suivi-évaluation**

Les mécanismes de suivi et l'évaluation sont réalisés par plusieurs intervenants situés à plusieurs niveaux. Il s'agit :

- des opérateurs qui sont tenus d'effectuer deux suivis internes par classe par mois et au moins deux évaluations internes par année ;
- des I.D.E.N qui assurent le suivi externe du fonctionnement correct des programmes et font la synthèse départementale.;
- des I. A qui assurent un suivi externe à posteriori sous forme de contrôle hiérarchique du mandat des IDEN et font la synthèse régionale du suivi externe et participent à l'évaluation externe annuelle et finale des programmes .
- de la D.A.L.N qui assure le contrôle du suivi des structures déconcentrées et procède à l'évaluation finale des programmes ;
- de l'A.C.D.I qui procède à un contrôle du fonctionnement des programmes, sur la base d'un échantillon de classes sélectionnées dans plusieurs régions et commande une évaluation externe des programmes
- du Ministère et de l'ACDI qui effectuent une mission conjointe de suivi institutionnel portant vérification de l'effectivité du fonctionnement des programmes dans les régions, apprécient les résultats de l'évaluation et prennent des décisions qui s'imposent.

### **Réalisations du PAPA**

Nombre de personnes ayant participé au programme : en alphabétisation : 178 824 participants de 15 à 55 ans dont 161 456 femmes soit 90,29% contre 75% prévu ; --pour les ECB : 10464 jeunes de 9 à 14ans dont 7014 filles soit 67,82% contre 65% prévu.

#### *Taux de rétention :*

En fin d'année 2004, les taux de rétention tournent autour de 83,75% et 94,66% ; le taux moyen annuel est estimé à 88,5% .

#### *Progression des taux d'alphabétisation, du taux d'alphabètes :*

Selon les sources de la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, le Sénégal a alphabétisé entre 1993 et 2004, 1 893 070 personnes dont 345 743 formées par le PAPA I et le PAPA II entre 1996 et 2004, soit une contribution à l'effort national de 18,26 %. Considérant que ces données n'ont pas concerné le PAPA pendant 3ans, on peut estimer que la contribution peut graviter autour de 20%.

En outre, le taux d'alphabétisation est passé de 27% en 1994 à 36% en 2000, soit un gain de 9% en 6ans un taux moyen annuel de progression de l'ordre de 1,5% contre 5% prévu dans le plan d'action décennal d'élimination de l'analphabétisme 1993-2002.

#### *Evaluation qualitative des résultats de l'entreprise :*

Les apprenants ont acquis des niveaux de performance très encourageants qui suivent une bonne progression d'année en année et d'une phase à une autre. A titre d'exemple, on note en calcul : en moyenne 66,62% contre 46% en 2001 ; lecture : 77,59% contre 72% en 2001 ; expression écrite : 51,87% contre 42%, thèmes fonctionnels variant entre 80 et 90%.

### **Les coûts au PAPA**

Les coûts personnels du PAPA s'évaluent au niveau des paiements effectués par les opérateurs : ceux qui, après avoir compété sur la base d'une requête analysée selon le Manuel de Procédures du PAPA et gagné le

- Le coût unitaire de l'auditeur est de 15.000 FCFA<sup>22</sup> (**30 \$ US**)
- Le coût facilitateur (de l'alphabétiseur) est de 30.000 FCFA (**60 \$ US**) par mois
- Le superviseur est payé 35.000 FCFA (**70 \$ US**) par mois
- Le gestionnaire du projet touche 30.000 (**60 \$ US**) FCFA.
- Le coordonnateur, qui est généralement le responsable opérateur n'est pas rémunéré. Mais il bénéficie d'un appui institutionnel de 9% de son budget de fonctionnement, ce qui tourne autour de 400.000 FCA (**800 \$ US**).

### 2.1.8. Le Projet d'Appui à l'Elevage (PAPEL)

Le PAPEL fait partie de ce qu'on appelle au Sénégal des Société d'intervention. Ce sont généralement des sociétés parapubliques, étroitement liés à l'Etat par certains de ses ministères et qui interviennent dans un secteur donné du développement national, essentiellement l'agriculture, l'élevage ou la pêche. Ces sociétés, bien que financées par des banques privées (et souvent partiellement appuyé par l'Etat) sont à considérer dans le groupe du secteur d'Etat.

Mais leurs programmes sont différents de ceux directement initiés et soutenus par l'Etat, à travers le Ministère en charge de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle.

Un certain nombre de ces sociétés mènent ou menaient aussi des actions d'alphabétisation. On peut citer, entres autres, les anciens projets de la Société d'Aménagement et de mise en valeur des terres du Delta du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED), de la Société de Développement et de Vulgarisation Agricole (SODEVA) qui sont arrivés à termes mais qui ont enregistré des résultats au niveau des populations, dans le **domaine de l'agriculture** (cultures irriguées du riz de la Région de Saint-Louis, vallée du Fleuve Sénégal, et de l'arachide – bassin arachidier du Sine Saloum).

D'autres continuent, à ce jour, l'action d'alphabétisation des jeunes et des adultes actifs (de plus de 15 ans) comme volet d'accompagnement des activités d'encadrement socio-économiques. C'est le cas du PAPEL.

Le Projet d'Appui à l'Elevage qui est aujourd'hui à sa deuxième phase, cherche à contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Pour un renforcement des capacités des leaders communautaires et des organisations des professionnels d'élevage.

Son programme d'alphabétisation vise l'alphabétisation pour au moins 2.720 auditeurs dans la période.

Ce programme intervient essentiellement en Zone Sylvo-Pastorale et dans le Bassin Arachidier du Sénégal. C'est un programme de développement agro-pastoral qui relève du Ministère chargé de l'élevage.

*« L'objectif global du PAPEL est de contribuer de manière durable à la **sécurité alimentaire** et à la **réduction de la pauvreté** au Sénégal d'ici la dixième année de sa mise en oeuvre. »*

---

<sup>22</sup> 1 \$ US = 500 F CFA, environ.

Les résultats du PAPEL en matière d’alphabétisation et d’éducation non formelle sont disponibles sur son site [www.papelsenegal.org](http://www.papelsenegal.org) .

### 2.1.9. Le volet alphabétisation du PRODAM<sup>23</sup>

Le Programme de Développement Agricole de Matam (PRODAM), qui en est à sa phase 2, relève de la tutelle du Ministère de l’Agriculture, de l’Hydraulique Rurale et de la Sécurité Alimentaire. Il a une durée de 08 ans (2004-2011). Son financement est d’un montant global de 5.850.000 \$ US, dont : FIDA :53,97 %, BOAD:30,34 %, Etat du Sénégal : 14,6% et Bénéficiaires : 1,67 %.

#### Réalisations du PRODAM:

- Mise en place d’infrastructures à vocation pastorale et socio-économique au niveau de 8 localités, dont des forages (3 ouvrages neufs et 5 réhabilités) et leurs infrastructures connexes (réservoirs, cabines de pompage, abreuvoirs, bornes - fontaines), des magasins d’aliment à bétail, des pharmacies vétérinaires, des parcs de vaccination, et des cases de santé. Ces réalisations ont eu un impact significatif sur l’accès des populations à des services sociaux essentiels (eau potable, santé), l’abreuvement du cheptel, la santé animale, et la gestion des ressources naturelles.
- Mise en place de quatre (04) Caisses Populaires d’Epargnes et de Crédits fournissant des services financiers de proximité.
- Réhabilitation institutionnelle des Organisations Pastorales du Walo (Réorganisation, restructuration, assainissement financier, formation ...).
- Déploiement d’un vaste programmes d’alphabétisation avec l’ouverture d’une quinzaine de centres touchant près de 5000 auditeurs.

Le PRODAM a démarré ses activités d’alphabétisation en 1995. Ses principales zones d’intervention sont le Wâlo, le Diéry et le Ferlo, dans la région nord de Matam.

Sa méthode d’alphabétisation est un Programme d’Alphabétisation Fonctionnelle Pour l’Autogestion de Périmètres Irrigués (PAAP). Cette méthode qui met l’accent sur la *gestion des activités* a été initiée par ACOPAM BIT. Elle a été adaptée par le PRODAM au secteur de l’élevage pour la zone Ferlo.

Les groupes cibles du programme sont les hommes et femmes membres des organisations paysannes partenaires du projet. Les résultats statistiques enregistrés jusque-là sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Nombre de bénéficiaires		
Prodam I (1995 à 2003)	6.450	3.550	10.000
Prodam II ( 2004 à 2005 )	2.060	3.300	5.360
<b>Total</b>	<b>8.510</b>	<b>6.850</b>	<b>15.360</b>

<sup>23</sup> PRODAM : Programme de Développement de l’Agriculture de Matam

## **Impact sur les jeunes et les femmes**

Le choix des jeunes et des femmes au sein des villages pour dispenser les cours d'alphabétisation, renforce le statut social de ces derniers et leur confère une autorité intellectuelle certaine. De plus, la formation dispensée est une **formation qualifiante** qui leur assure une **source de revenus au-delà du projet**. Les alphabétiseurs formés sont utilisés par des ONG dans le cadre de leurs programmes d'alphabétisation.

L'engouement suscité par l'alphabétisation s'est traduit par **une demande accrue** en salles de classes pour la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école.

Les femmes commencent à bousculer les hommes dans les organes de gestion et réclament plus de responsabilités.

**La civilisation de l'écrit est maintenant entrée au Ferlo** d'après les témoignages recueillis lors d'une évaluation des programmes de formation du projet. Des membres et responsables de groupements savent désormais **lire, écrire et calculer**. Les comités de forages ont ouvert des comptes à la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) et gèrent de manière autonome leurs infrastructures. Des documents de gestion tels que les reçus de versement, le cahier de cotisation, le livre de caisse, et les procès – verbaux de réunions ou de contrôle sont tenus par les responsables pour une gestion transparente et démocratique de leurs organisations.

### **Perspectives :**

- Une implication plus grande des communautés rurales qui participent au financement de la présente campagne à hauteur de 10.000.000 FCFA (20.000 \$ US) environ.
- Elaboration de plans de financement par les collectivités locales en vue de la pérennisation de l'activité.

## **2.3. Les autres programmes (ONG, Sociétés, Associations)**

Au Sénégal, la majorité des intervenants dans l'alphabétisation, dans le cadre de l'éducation non formelle, sont des organisations autonomes relevant de la société civile de façon générale : associations, ONG, groupements divers, etc. Il est pratiquement **impossible, aujourd'hui**, de les lister, tant ils sont nombreux et divers et leurs données statistiques peu disponibles ou difficilement accessibles. Mais, à titre d'exemples, nous en présentons ici quelques unes, parmi les plus visibles et les plus représentatives.

### **2.3.1. La Société de Développement et des Fibres Textiles (SODEFITEX)<sup>24</sup>**

Ancienne Direction du Développement Rural (DDR), Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agricultures, les Autres activités Rurales et l'Environnement (BAMTAARE « développement » en pulaar).

La Sodefitec est membre du groupe Développement des Agro-Industries du Sud (DAGRIS), multinationale. Implantée au Sénégal sous la forme d'une société anonyme, fondée en 1974 puis privatisée en 2003, la SODEFITEX a pour objet :

---

<sup>24</sup> Source : principalement le site de la Sodefitec.

- le développement de l'agro-industrie cotonnière par le conseil agricole, **la formation des cotonculteurs** [par l'alphabétisation en langues nationales]<sup>25</sup> et la collecte de la production de coton-graine, son égrenage et la commercialisation de la fibre et de la graine ;
- la diversification agro-industrielle autour de la production cotonnière (**lait, tournesol, céréales**) et l'exécution de marchés de prestations de service d'appui au développement rural.

Tous les résultats de l'action de la SODEFITEX en matière d'alphabétisation et de post-alphabétisation (jusqu'en 2004) sont disponibles sur son site [www.sodefitec.sn](http://www.sodefitec.sn) et, notamment dans le cadre de son programme Bantaare.

**Accès** : l'objectif, en 2003 était d'ouvrir 1000 classes et alphabétiser 3.000 agro-pasteurs. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous. Taux de réussite de 82% dont 46% de femmes, après les tests. Il y a eu des abandons liés à plusieurs facteurs (période de soudure, voyages, déplacements divers) : 16% de femmes et 11% d'hommes.

**Tableau : résultats du programme d'alphabétisation en 2003**

Langues	Nombre de classes	Inscrits			Testés			Admis		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Pulaar	80	1355	1155	2510	1054	861	1915	914	686	1600
Mandinka	05	83	71	154	60	36	96	39	25	64
Wolof	15	131	319	450	103	212	315	82	162	244
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>1569</b>	<b>1545</b>	<b>3114</b>	<b>1217</b>	<b>1109</b>	<b>2326</b>	<b>1035</b>	<b>873</b>	<b>1908</b>

**Les langues d'alphabétisation** : *pulaar* (principalement), *mandinka*, *wolof*.

### 2.3.2. Le Programme Intégré de Podor (PIP), programme rural de l'USE (ONG)

Le Programme Intégré de Podor est le second programme rural de l'une des plus grandes et des plus anciennes ONG sénégalaise : l'Union pour la Solidarité et l'Entraide (USE). De 1985 aux années 2005, elle a mené des actions d'alphabétisation, comme volet d'accompagnement de son action d'appui au développement des communautés à la base.

A partir de 2006, le PIP a repris l'alphabétisation dans le cadre d'un programme avec l'Union Européenne, en partenariat avec d'autres ONG de la sous-région, dans le cadre d'un programme appelé : Programme Sahélien pour une meilleure Sécurité Alimentaire dans le contexte de la Décentralisation (PSAD). Ce programme a ouvert 50 nouvelles classes d'alphabétisation, dans les régions de Saint-Louis (département de Podor), Louga (département de Linguère) et Matam (départements de Ranérou et Matam).

Voici d'abord quelques résultats cumulés de l'action du PIP avant 2006.

**Tableau récapitulatif des auditeurs formés de 1985 à 2005**

Période	Inscrits			Assidus			Niveaux		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	1	2	3
<b>1985 à 1992</b>	13 542	8 060	21 602	11 225	6 869	18 094	10 176	4 584	3 334

<sup>25</sup> Souligné et mis entre crochets par l'auteur.

<b>1993</b>	4 765	2 091	6 856	3 723	1 555	5 278	4 453	655	170
<b>1994</b>	6 087	2 598	8 685	4 095	1 564	5 659	3 432	1 965	262
<b>1995</b>	6 011	2 549	8 560	4 658	1 766	6 424	5 109	1 158	157
<b>1996</b>	6 593	2 580	9 173	5 150	1 685	6 835	5 419	1 347	69
<b>1997</b>	1 669	582	2 251	1 245	443	1 688	1 442	196	50
<b>1998</b>	2 562	578	3 140	1 903	363	2 266	1 848	330	88
<b>1999</b>	3 206	1 150	4 356	3 005	982	3 987	3 902	73	12
<b>2000</b>	2 446	746	3 192	1 674	441	2 115	1 363	752	0
<b>2001</b>	2 829	731	3 560	2 119	451	2 570	2 308	262	0
<b>2002</b>	3 260	699	3 959	2 543	458	3 001	2 001	1 000	0
<b>2003</b>	669	89	758	526	57	583	381	202	0
<b>2004</b>	1 176	239	1 415	858	165	1 023	976	47	0
<b>2005</b>	1 510	789	2 299	1 124	398	1 522	1 522	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>56 325</b>	<b>23 481</b>	<b>79 806</b>	<b>43 848</b>	<b>17 197</b>	<b>61 045</b>	<b>44 332</b>	<b>12 571</b>	<b>4 142</b>

### Démarche pédagogie du PIP :

Elle se caractérise par les dispositions suivantes<sup>26</sup> :

- formation interne : par des anciens du PIP ou d'autres agents venant d'ONG comme ARED
- encadrement par des superviseurs et animateurs issus de la *promotion interne* ;
- cellules pédagogiques mensuelles - de la formation des formateurs : formation continue, cellules pédagogiques ;
- techniques de préparation de cours et tenue de classe (à l'instar du formel, v. fiches en annexe) ;
- recyclage de certains alphabétiseurs pendant les mois de congé ;
- maintien, parfois, de l'animation de classe pendant les congés (exemple de la classe de Thiéthierlé à Labgar) ;
- formation modulaire en post-alphabétisation (gestion, LOHU, Elevage, CEC, etc.) ;
- mais insuffisance de la formation /recyclage permanents des alphabétiseurs.

### Curriculum du PIP

De tous temps, la formation du PIP s'est faite selon un cycle global de trois années<sup>27</sup>, chaque année de cours devant durer 11 mois (avant) et 10 mois (actuellement) et totaliser quelques 300 heures :

- la 1<sup>ère</sup> année est consacrée à l'initiation aux aptitudes de bases : lecture, écriture, calcul ;
- la 2<sup>e</sup> année<sup>28</sup> est consacrée à la consolidation des acquis de base et à la post-alphabétisation (à partir d'une formation modulaire : agriculture, élevage, textes

<sup>26</sup> Source : agents de la Base du PIP à Ndioum, documents d'archives.

<sup>27</sup> Le nouveau programme PSAD ne fait pas exception à la règle.

<sup>28</sup> Evidemment, on parle d'année suivante pour ceux qui ont réussi à « passer en classe supérieure » ou qui veulent bien continuer ; car, il n'y a aucune contrainte de présence autre que la volonté de la personne engagée à s'alphabetiser.

juridiques sur la citoyenneté et la décentralisation, gestion des conflits, gestion des CEC ou anciennes CVEC, etc.)

- la 3<sup>e</sup> année est consacrée au renforcement des acquis modulaires, ou à la recherche-action, ou encore à la préparation d'une filière de sortie menant vers un emploi (alphabétiseur, superviseur, maître de projet propre, etc.). C'est l'année de l'ouverture totale d'esprit et de la liberté d'initiative.

### **Caractère intégré de l'alphabétisation du PIP**

Le volet alphabétisation accompagne et vient en appui à tous les autres volets d'activités du PIP :

- *aptitudes à la vie quotidienne,*
- *renforcement des capacités des femmes et des jeunes notamment,*
- *activités génératrices de revenus,*
- *renforcement des capacités des organisations*
- *passerelles entre non formel et formel,*
- *coupe-couture,*
- *teinture,*
- *hydraulique villageoise et pastorale*
- *maraîchage,*
- *construction de fourneaux bantaare (fourneaux économiques),*
- *banques de céréales, micro-crédit, etc.).*

Toutes ces activités se mènent désormais sous le mode écrit.

### **Processus de recrutement et de formation initiale<sup>29</sup> du PIP**

Après le choix des formateurs, une formation initiale est dispensée. Les tests sont faits d'abord sur des alphabétiseurs pratiquants. Ils portent sur la maîtrise de la langue et sur la pédagogie. D'un groupe initial de 100 candidats, on retient 50, puis on fait des entretiens individuels portant sur le programme, le profil du candidat (santé, niveau d'information et de formation, niveau d'information et adéquation par rapport à la démarche du PIP, en termes d'engagement, d'éthique, etc.).

A la suite du recrutement, il y a une *formation initiale* de 9 jours, pour : représenter le programme, vérifier encore les aptitudes (lecture, calcul et pédagogie. Le candidat fait une séance –test de cours).

### **III. CONCLUSION**

Les éléments que nous avons passés en revue ne sont presque que la partie émergée de l'iceberg. L'alphabétisation et l'éducation des jeunes et adultes des 15 à 55 ans va bien au-delà de ce qui a été présenté ici. Il y a plusieurs opérateurs en alphabétisation au Sénégal, qu'on ne saurait lister tous.

D'autres programmes spécifiques ont aussi largement contribué à la réduction de l'analphabétisme, tels :

---

<sup>29</sup> Source : Guéda SYLLA, responsable suivi-évaluation au PIP.

- Associates in Research and Education for Development (ARED)<sup>30</sup> : créée en 1990, cette ONG de droit américain travaille essentiellement dans l'appui à la formation des formateurs et alphabétiseurs en langues nationales sénégalaises, la recherche-action et surtout dans l'édition du livre en langues africaines ;
- le Centre d'Etude, de Recherche et de Formation en Langues Africaines (CERFLA): qui fait surtout de l'appui au renforcement de capacités des communautés à la base par l'alphabétisation et la formation ;
- l'ONG TOSTAN<sup>31</sup> : qui opère dans l'alphabétisation et la formation, le plaidoyer, la recherche-action. Toutes les informations (en anglais) sur son site web : [www.tostan.org](http://www.tostan.org)
- la Société Africaine d'Education et de Formation pour le Développement (SAFEFOD)<sup>32</sup> : qui intervient principalement dans le cadre de la formation à la citoyenneté par l'alphabétisation en langues nationales (*décentralisation, gouvernance locale*),).
- le Programme de renforcement de la nutrition (PRN) qui contribue à la protection de la mère et de l'enfant.
- le Programme d'Alphabétisation Fonctionnelle de Plan International qui participe de la lutte contre l'exode rural et la dégradation des ressources du milieu des populations bénéficiaires.

L'analyse comparative des programmes d'alphabétisation permet de les classer en trois catégories :

- une première catégorie de programmes qui se limite essentiellement à l'enseignement des disciplines fondamentales (lecture, écriture et calcul), à l'instar du Programme d'Alphabétisation Intensive du Sénégal (PAIS).
- Une deuxième catégorie de programmes qui, en plus des disciplines fondamentales (lecture, écriture et calcul), intègre un autre paquet technique comprenant le développement d'un **environnement lettré** qui participe de la **consolidation et de la pérennisation des acquis instrumentaux**. Ce paquet est caractérisé essentiellement par :
  - l'utilisation par les néo alphabètes de notes, de lettres, d'outils rudimentaires de gestion et divers autres documents écrits à leurs proches parents et à leur entourage immédiat ;
  - la production d'écrits littéraires (poèmes, chants...);
  - la matérialisation de l'environnement des populations bénéficiaires des programmes par des panneaux signalétiques, des enseignes et autres écriteaux.

Cette deuxième catégorie est constituée par divers Programmes d'Alphabétisation Fonctionnelle dont essentiellement celui du PAPA.

- Une troisième catégorie de programmes qui, en sus des disciplines instrumentales et de l'environnement lettré, participe dans la lutte contre la pauvreté et de la promotion du développement durable à travers diverses stratégies, telles : la formation technique et pratique des apprenants, la connexion des comités de gestion et des groupements

<sup>30</sup> Tél. : (221) 825 71 19, e-mail : [ared@enda.sn](mailto:ared@enda.sn).

<sup>31</sup> Tostan ou *éclosion* en wolof. Tél. : (221) 820 88 68, e-mail : [mjmelching@gmail.com](mailto:mjmelching@gmail.com).

<sup>32</sup> Tél. : (221) 824 44 06 , e-mail : [safefod@safefod.org](mailto:safefod@safefod.org).

féminins au réseau administratif, technique et financier. Cette troisième catégorie concerne des programmes d'alphabétisation comme le Programme Intégré d'Education des Adultes (PIEA), le Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLCP), le Programme d'Appui à l'Élevage (PAPEL), etc.

Mais il est connu que l'ENF fait des avancées significatives aujourd'hui dans le pays, dans divers domaines : capacités de base en lecture, écriture et calcul ; environnement lettré (édition du livre en langues africaines) ; formation modulaire thématique (gestion, activités génératrices de revenus, gestion des ressources naturelles, prévention et gestion des conflits, démocratie et citoyenneté, santé, etc.).

Il reste que pour cerner tout cela, il faut plus de temps et de contact de terrain. Telle est l'économie du présent document.